

Cartographie d'un projet de commerce équitable au « sud » : La central interregional de Los Artesanos del Peru.

**Jean-Frédéric LEMAY**

**Centre de recherches sur les innovations sociales (CRISES), Université Laval**

*Colloque organisé par*

**La Chaire de responsabilité sociale et de développement durable**

<http://www.crsdd.uqam.ca>

École des Sciences de la Gestion (ESG), Université du Québec à Montréal (UQÀM)

*En collaboration avec*

Le Centre de recherche sur les innovations sociales

La Chaire de coopération Guy-Bernier

La Chaire du Canada en développement des collectivités,

Le Groupe de recherche en écologie sociale

*Avec l'appui financier du :*

Conseil de recherche en sciences humaines (CRSH) et du Centre de recherches sur les  
innovations sociales (CRISES)



## Cartographie d'un projet de commerce équitable au « sud » : La central interregional de Los Aetesanos del Peru.

### **Résumé :**

Les dissonances entre les discours du commerce équitable et les pratiques observées semble être une source de préoccupations pour les militants. Ce problème reflète en fait une connaissance limitée des partenaires malgré des discours axés sur le partenariat et la relation égalitaire. Toutefois, plutôt que de produire une étude d'impact ou une analyse des divergences entre discours/pratiques ou représentants/représentés, je propose plutôt de plonger dans cette distance, le lieu du politique, qui nous permet de mieux comprendre l'élaboration d'un projet collectif toujours contesté. Nous suivrons l'organisation péruvienne CIAP dans les lieux de négociation de son projet, à la fois à l'interne et dans ses relations à divers réseaux. L'objectif est d'aborder la compréhension de son projet par une approche basée sur l'étude de sa construction caractérisée par des dynamiques de représentations basées sur la traduction et la négociation de sens.



## INTRODUCTION

Le commerce équitable (ci-bas : CE) se présente généralement comme une façon de redéfinir les partenariats économiques entre les acteurs du Nord et du Sud, une relation plus égalitaire qui se veut exemplaire face au commerce international. Toutefois, lors des dernières années, plusieurs études d'impacts ont laissé un certain malaise relatif aux effets du CE qui doivent être nuancés, surtout en terme de développement local et de prix (Renner, 1998 ; Ronchi, 2002 ; Milford, 2004 ; Poncelet, 2005). De plus, on a fait le constat d'une connaissance limitée des partenaires et on voit graduellement émerger un questionnement sur le sens du partenariat, c'est-à-dire une volonté d'approfondir la connaissance des partenaires et de leurs projets. Cette réflexion a eu lieu dans un contexte où les organisations de commerce équitable (ci-bas : OCE) au Nord se sont fait reprocher d'imposer leur vision du CE qui est concrétisée par une série de critères que les producteurs doivent respecter. De façon plus générale, on remarque un certain sentiment de dissonance entre les discours des OCE et les pratiques observées sur le terrain ou encore une réaction équivoque aux revendications émises par les producteurs. Cette problématique que vivent les acteurs du CE est très similaire à celle qu'on observe au sein d'autres mouvements sociaux qui se butent à divers obstacles freinant leur volonté de créer une nouvelle solidarité entre acteurs éloignés, géographiquement et culturellement. Par exemple, on peut penser aux résistances auxquelles a fait face le mouvement féministe dans son action au Sud (Thayer, 2001 ; Dahan Kaley, 2004).

C'est dans ce cadre de réflexion que je<sup>1</sup> désire présenter le projet que porte un regroupement d'artisans du Pérou nommé CIAP. L'objectif n'est pas de résoudre les problématiques mentionnées, mais d'en prendre acte en présentant ce projet, non pas comme un élément fixé à priori dans des discours organisationnels, ni comme le résultat d'une simple « soumission » aux critères internationaux du CE mais, plutôt, comme un processus de construction et de réappropriation par CIAP et ses membres, ainsi que dans

---

<sup>1</sup> Dans ce texte, j'utiliserais le je plutôt que le nous. C'est une façon de m'inclure dans les dynamiques de représentations que je décris. Le nous représente, selon moi, un faux sentiment de neutralité ou de détachement.

les relations avec ses partenaires. Afin de mieux comprendre cette organisation péruvienne, l'idée est donc de cartographier cette construction à partir du sens que lui donnent les acteurs plutôt que de la présupposer ou en établir un qui leur aurait été caché (Latour, 2005). L'idée n'est pas de se faire l'hagiographe de l'organisation, mais plutôt cartographe de la création d'un sens collectif basé sur un dialogue avec les acteurs.

La méthodologie utilisée pour cette étude est celle de l'étude de cas faisant appel à l'ethnographie organisationnelle, une approche employée dans l'étude culturelle des mouvements sociaux (Cunningham, 2000 ; Glassman, 2001), l'analyse des ONG (Fischer, 1997, Roberts, 2000) et celle des organisations de développement (Lewis et al, 2003). Elle favorise une conception de la culture organisationnelle qui en fait un élément fondamental de l'organisation plutôt qu'un simple attribut (Lewis, 2002 : 78). C'est dans cette optique que nous avons favorisé une présence prolongée au sein de différentes constituantes de CIAP, de mars à septembre 2005) et que nous avons participé à ses activités. J'y ai aussi conduit des entrevues semi-dirigées auprès de membres de l'organisation (25 en tout) et j'ai suivi cette dernière dans ses interactions au sein de ses réseaux, à la fois au niveau national et international<sup>2</sup>.

Le développement argumentaire du cas d'étude s'appuiera d'abord sur certains éléments théoriques portant sur l'étude des mouvements sociaux transnationaux qui ont abordé la question de la rencontre d'acteurs situés et de leurs conflits de représentation. Puis, à partir de ces instruments, je présenterai le cas de CIAP en débutant par la description des dynamiques organisationnelles de création du projet collectif pour ensuite, aborder la question de sa négociation/transformations dans le cadre de relations inter organisationnelles.

## **LA RENCONTRE TRANSNATIONALE : MOUVEMENTS SOCIAUX ET TRADUCTION**

---

<sup>2</sup> Cette étude de terrain fut rendue possible grâce à une bourse de doctorat du CRSH.

Plusieurs auteurs ont abordé la question de la mondialisation qui aurait accru l'interconnectivité entre les acteurs grâce à des processus technologiques favorisant les déplacements et la communication (Harvey, 1989 ; Castell, 2000 ; Routledge, 2000 ; Ribeiro, 1998), ce qui auraient favorisé un sentiment d'appartenance à un monde commun, « l'humanité » de Robertson (1992). Malgré tout, la question de la rencontre de l'Autre reste toujours aussi problématique et la volonté de création de nouvelles solidarités transnationales soumise à divers obstacles. L'étude des mouvements sociaux transnationaux est probablement l'un des laboratoires d'étude des phénomènes liés à cette rencontre des plus intéressants (Tsing, 2002). Certaines problématiques que l'on retrouvait au niveau national, telle la question d'une avant-garde qui instrumentalise la base, prennent une ampleur importante dans le cadre d'une relation transnationale. Comme le mentionne Klein (2004) pour le cas de la mouvance alter-mondialiste :

D'un côté, il y a les activistes internationaux anti-mondialisation qui semblent profiter d'un contexte de triomphalisme, mais semblent se battre pour des enjeux éloignés des préoccupations quotidiennes des personnes... D'un autre côté, il y a les activistes communautaires qui se battent quotidiennement pour la survie ou la préservation des services publics les plus élémentaires et qui se sentent souvent démoralisés [Traduction libre – ci-bas TL] (cité dans Tarrow, 2005 : 76).

On note fréquemment au sein de ces mouvements une certaine impression de déséquilibre en faveur des acteurs mieux dotés en ressources. D'ailleurs, une des questions récurrentes est de savoir si ces relations transnationales reproduisent des relations de pouvoir «Nord»/«Sud» (Ribeiro, 1998 : 342) ou si les processus se rapportent plutôt à une hybridation et une réappropriation des éléments culturels ou symboliques par les divers acteurs (Keck et Sikkink, 1998 : 211). Fondamentalement, l'élément intéressant de cette relation réside dans la distance entre les représentants et les représentés, une dissonance de représentation qui constitue le fondement du politique selon Bleiker (2001 : 510). Cela signifie concrètement que l'objectif n'est pas de juger d'une identité entre les deux

éléments de la représentation en référence à un discours ou des valeurs transcendantes, mais plutôt de plonger au cœur de cette distance pour en aborder concrètement les dynamiques qui permettent une meilleure compréhension.

Une des perspectives qui nous permet d'aborder la complexité de cette question est la notion de traduction qui conçoit la circulation des discours dans une optique relationnelle entre le transnational et le local Merry (2006 : 39) . Toutefois, ce concept ne doit pas être pensé comme si un modèle transnational abstrait était adapté aux acteurs locaux, mais comme une traduction bidirectionnelle entre le « local » et un lieu transnational concret où se rencontrent les acteurs. Cette notion de traduction n'est pas non plus une façon de se réfugier dans l'idéal pour faire abstraction de relations de pouvoir entre acteurs puisque :

(...) le processus de « traduction culturelle » peut être un acte de pouvoir, surtout s'il signifie de réinterpréter un ensemble d'expériences et de catégories en d'autres termes. (...) Cela veut généralement dire de cadrer les histoires différemment que les victimes, mais l'acteur visé par le discours, tel l'État, peut ainsi mieux répondre aux demandes formulées de cette façon [TL]. (*Idem* : 42)

Cette traduction met en scène des acteurs asymétriques et son expression est liée au contexte dans lequel elle s'exécute ainsi qu'aux stratégies d'action. Cela suppose donc que des acteurs situés interviennent et c'est alors que la notion de traducteurs devient intéressante, puisque ces individus ou groupes se positionnent de façon ambivalente :

Plusieurs traducteurs connectent les discours transnationaux circulant et les contexte particuliers. Ces traducteurs sont à la fois puissants et vulnérables parce qu'ils travaillent dans un champ marqué par les conflits et les contradictions (...) et parce que leur loyauté peut ultimement être ambiguë et ils peuvent être des agents doubles [TL] » (Merry, 2006 : 39-40).

Avant de passer à l'étude de cas, une nuance reste à faire. À l'instar de Latour (2005 : 39), je considère que cette idée de traducteurs est liée à la notion de médiateur plutôt que d'intermédiaire, ce qui lui confère d'ailleurs le statut d'acteur : « Un intermédiaire, dans mon vocabulaire, est ce qui transporte le sens sans transformation (...). Les médiateurs transforment, traduisent, créent des distorsions et modifient le sens de ce qu'ils doivent transporter [TL] ». L'idée de traduction peut alors être exprimée ainsi : « Alors le terme de traduction prend maintenant un sens plus spécialisé : une relation qui ne transporte pas la causalité, mais provoque la co-existence de deux médiateurs [TL] » (*Idem* : 108).

## **LA CONSTRUCTION DU PROJET COLLECTIF CHEZ CIAP**

Avant d'aborder le projet de CIAP, il faut mentionner que l'organisation est un espace marqué par des processus plutôt qu'un tout défini, ce qui signifie que ses frontières sont en construction/reconstruction constante, une idée qui est d'ailleurs généralement reconnue dans la littérature sur le sujet (Hall, 1993 : 32). C'est donc un espace poreux marqué par des dynamiques formelles de constitution de frontières et des dynamiques entre militants qui les reconstruisent et se les réapproprient, donc les modifient constamment.

### **Les précurseurs : la période de violence et l'organisation Artesanía Intercomunal del Perú (AIP)**

L'élément central de l'histoire contemporaine au Pérou est la guerre civile entre le Sentier Lumineux et le Gouvernement, un conflit qui a duré du premier attentat en 1981 à la fuite de Fujimori en 2000. Il a surtout touché les communautés les plus marginalisées du Pérou : des 70 000 victimes, 70% vivaient en zones rurales et 75% parlaient une autre langue que l'espagnol (Theidon, 2004 : 19). L'élément qui a eu le plus d'impact est son caractère fratricide, ce qui rend la reconstruction des communautés difficile et le paysage social volatile (*Idem* : 20). Les voies de reconstruction explorées furent multiples, tel que l'établissement d'une commission de la vérité ou par le foisonnement d'une création

artisanale et artistique portant sur cette période ( voir : Jiménez, 2005), mais avec des fractures qui subsistent.

Au début des années 1980 est apparu un groupe désirant lutter contre la violence, mais à partir de moyens non-violents, le Servicio de Paz y Justicia (SERPAJ), qu'a mis sur pied un prêtre italien, Neftali Liceta, et une religieuse, Amparo Escobedo. Cette organisation a orienté son action vers une activité économique en faveur des artisans en milieu rural et vivant au sein de communautés touchées par la guerre civile. C'est ensuite en 1983 que fut créé AIP, sous l'impulsion du même Père Neptali, d'une nécessité des organisations d'artisans d'améliorer leur situation économique qui était due à l'exploitation des intermédiaires. Dès le départ, il fut créé un pont entre la situation de violence politique et la volonté d'agir qui s'incarne dans la nécessité de mettre sur pied une activité économique permettant l'accès à une certaine autonomie.

En 1992 toutefois, trois ans après la mort accidentelle du Père Neptali, une Assemblée générale mènera à une scission par cinq groupes locaux, suite à des déceptions concernant la gestion interne. Ces derniers vont alors rebâtir une autre organisation, CIAP, se positionnant à la fois en continuité et en rupture avec AIP. D'abord, elle naît d'une volonté de recommencement, mais elle est portée par des leaders qui ont participé à AIP et son projet politique restera centré sur les victimes de la guerre civile et la défense de la culture andine dans une société fortement marquée par la discrimination. Toutefois, CIAP marque aussi le passage d'un projet essentiellement rural à un projet urbain, conséquent à la migration de plusieurs ruraux vers la Capitale suite à ces violences. En effet, l'une des impacts importants de la guerre civile s'est manifesté par un processus de migration vers les grandes villes où les nouveaux arrivants ont tenté de reconstruire un espace collectif propre dans un lieu marqué par la discrimination (Sandoval, 2000). C'est en lien avec cette nouvelle réalité urbaine que l'action de CIAP fut orientée vers la reconnaissance de ces migrants en terme de citoyenneté et d'inclusion économique et, plus globalement, vers la défense de l'artisan comme catégorie sociale marginalisée. Quatorze ans plus tard, CIAP s'est beaucoup développée et est arrivée à organiser la seule fédération nationale d'artisans péruviens gouvernée par des délégués de groupes de base.

Aujourd’hui, elle est constituée d’une famille de quatre organisations<sup>3</sup> regroupant 18 groupes de bases.

### **L’évolution d’un projet collectif axé sur la défense de l’artisan et la culture andine**

Un des leaders historiques de CIAP a participé à la rédaction d’un livre, *Marcando huellas* (2002), dans lequel il est fait un retour sur les dix ans de l’expérience et où est présenté un condensé de la vision officielle de l’histoire de l’organisation et du projet qu’elle porte. On y parle d’une initiative axée sur la défense de l’artisan et sur la culture andine au moyen d’un projet économique :

L’objectif est de défendre et de préserver l’identité culturelle andine et amazonienne, de promouvoir l’organisation des artisans et renforcer celles existantes, favoriser l’élévation des conditions de vie des artisans, de leurs familles et communautés, appuyer le développement intégral des communautés d’où proviennent ses membres [TL] (Lizana, 2002 : 63-64).

Dans le livre, le projet est qualifié de volonté de résistance culturelle qui est reliée à la pratique du CE :

L’artisanat devrait être un moyen d’affirmation de l’identité et de la culture andines, une forme de résistance à l’agression de la culture occidentale, un moyen de pratiquer la coopération et l’aide mutuelle (solidarité), et, comme telle, elle s’alimente aussi des principes du CE que nous commençons à connaître<sup>4</sup> et qui mettent en relief les énormes avantages d’être organisés [TL] (*Idem* : 56)

Relativement à la transformation historique de ce projet, les documents de l’organisation mentionnent généralement quatre phases historiques. La première (1992-1994) est celle

---

<sup>3</sup> Dans ce que l’on nomme la famille CIAP, on y inclut : CIAP asociación, qui s’occupe des relations entre les membres; Intercraft, qui est l’entreprise exportatrice; Pachamama, pour le tourisme alternatif et qui fut mise sur pied en 2004; et La cooperativa de Oro y credito, une coopérative financière pour les artisans fondée en 2005.

<sup>4</sup> Il est à noter que les membres de CIAP mentionnent que le concept de commerce équitable n’est apparu que tardivement au sein de l’organisation, bien que qu’ils affirment qu’ils le pratiquaient depuis le début.

de la mise sur pied et de la recherche de clientèle dans les pays du Nord. La seconde (1994-96) est plutôt liée à une consolidation économique caractérisée par la création de l'entreprise d'exportation *CIAP commercial*. Toutefois, cette période sera affectée par la crise de l'artisanat au niveau mondial en 1996. C'est d'ailleurs cette année qui marque le passage vers la troisième phase d'évolution (1996-1999) au cours de laquelle on met sur pied un plan stratégique et le règlement interne qui élabore des critères de qualification pour les groupes de base<sup>5</sup>. Ces trois premières phases de l'évolution de CIAP peuvent être regroupées sous la thématique d'un développement orienté vers l'intérieur et ce n'est que lors de la quatrième phase, de 2000 à 2006, que l'on verra une ouverture progressive vers des réseaux externes, à la fois au niveau national (*Ley del artesano* et *Mesa nacional de comercio justo y de consumo ético*) et international (IFAT et Forum Social Mondial). Cette période d'ouverture a aussi été celle de la multiplication d'initiatives, telle la mise sur pied du projet de tourisme équitable en 2004 et de la coopérative financière en 2005.

Malgré la construction d'un projet officiel cohérent, celui-ci ne prend réellement vie que par les interprétations variées qu'en font les leaders de l'organisation qui tentent ensuite de l'adapter au contexte des groupes locaux et des militants, qui se les réapproprient ensuite. Une nuance doit être faite à prime abord. L'idée de traducteurs signifie une personne ou un groupe qui se meut entre divers lieux de délibération, une certaine idée de leadership<sup>6</sup> y étant donc sous-jacente. Lorsqu'on parle de tous les membres de l'organisation, on mentionnera plutôt l'idée de réappropriation du discours et des pratiques. De plus, l'exercice de traduction a généralement des visées stratégiques de mobilisation, de cohésion ou de résistance, tandis que la réappropriation constitue un processus plus individuel d'interprétation, d'adéquation et/ou de résistance. Les lieux de traduction sont principalement les groupes locaux lors des formations, l'Assemblée générale biannuelle et les visites de dirigeants dans les groupes de base. Les traducteurs expriment le projet de CIAP de diverses façons au sein de l'organisation : alors que

---

<sup>5</sup> Ce règlement interne est basé sur l'idée de périodes probatoires et de classification des groupes en trois niveaux (A, B et C) déterminés par une évaluation annuelle, ce qui leur donne des avantages et des droits différents. Cette mesure fut promue pour remédier aux problèmes de gestion et d'entrisme chez AIP.

<sup>6</sup> Tarrow, (2005 : 40), parle de cosmopolites ancrés « *rooted cosmopolitans* » qui agissent localement, mais se meuvent physiquement et cognitivement au-delà de leur contexte.

certains mettent l'accent sur les éléments de prix, d'autres insistent plutôt sur les relations durables avec les partenaires du Nord. Il y en a aussi qui utilisent une stratégie discursive pour mettre en continuité les pratiques communautaires des artisans et le projet de CIAP, tel que ce salarié de Lima :

Je pense que ce que nous cherchons est de revaloriser les valeurs qui se sont perdues. Le Pérou a été caractérisé par des valeurs de partage, de la solidarité qui nous vient de notre passé. Chez CIAP, on pratique beaucoup le commerce équitable même si nous connaissons peu le concept. Les communautés ont toujours vécu de cette façon, dans le partage, les produits écologiques aussi. [TL].

Les traducteurs interprètent et priorisent donc les éléments de ce projet dans une volonté de le diffuser dans le réseau. Toutefois, malgré cette vision officielle du projet véhiculé au sein de l'organisation, celui-ci s'inscrit au sein de dynamiques collectives qui participent à sa reformulation par des processus de résistance et de réappropriation chez les membres.

### **La négociation du projet par les acteurs : les dynamiques organisationnelles**

Le projet de CIAP est porteur de tensions entre deux formulations quant aux finalités que j'ai relevées lors de mes entrevues avec les membres de l'organisation. La première conçoit le projet collectif comme étant au service de projets individuels ou familiaux, c'est-à-dire que l'organisation est perçue comme un moyen d'atteindre des objectifs limités à ces sphères. La seconde avance plutôt que c'est la conjonction de projets individuels qui constitue la base d'un projet collectif commun, ce qui signifie que CIAP devient un moyen de collectiviser les efforts afin de résoudre certains problèmes plus vastes, responsables des difficultés vécues par les artisans. Cette dichotomie est porteuse de certains des conflits d'interprétation quant à la mission de l'organisation et du CE qu'elle pratique. D'ailleurs elle est implicitement présente dans la formulation officielle du projet qui conjugue l'idée d'améliorer la situation personnelle des artisans et de leurs

familles, tout en construisant un projet collectif plus vaste impliquant des éléments politiques et sociaux.

Les exercices de traduction des leaders de l'organisation sont aussi porteurs de réinterprétation par les membres, dont un exemple particulier m'est apparu probant. En effet, un élément central de la structure organisationnelle et de la formulation du projet de CIAP est l'importance accordée à la situation des artisans en contexte urbain (à Lima), d'où proviennent d'ailleurs la majorité des leaders nationaux. Toutefois, en terme d'importance quantitative, c'est plutôt la région de Puno qui occupe la première place. Les groupes de cette région sont différents de ceux de Lima, puisque ce sont majoritairement des femmes aymaras qui les composent et qui produisent leur artisanat dans un contexte rural et comme activité complémentaire à l'agriculture. Si nous revenons à l'idée de traducteurs, ceux-ci sont placés dans une position ambivalente entre les désirs de travailler à la diffusion du projet collectif national et une réalité locale particulière plus diversifiée. De leur côté, les membres de Puno utilisent leur interprétation du projet afin de faire valoir certaines revendications au sein de l'organisation et de critiquer la pratique des groupes de Lima. Par exemple, cela se manifeste lorsque les leaders nationaux veulent faire un lien entre le CE et les pratiques solidaires du monde andin. Comme l'affirme cet artisan de Puno, leur interprétation de la notion de travail solidaire est différente de celle de Lima :

S'il vient une commande, une crèche par exemple, ils [ceux de Lima] disent que celui qui travaille est celui qui a envoyé l'échantillon. Si la commande contient 1000 ou 2000 articles, c'est pour lui sans plus. Ici, ce n'est pas comme cela. Si une commande arrive, qu'elle soit de faible ou forte quantité, nous partageons tout entre nous alors que, à Lima, ils ne procèdent pas ainsi. Cela n'est pas du travail solidaire. Ils divergent par rapport à nous et nous aussi. [TL].

Ce phénomène local ne se limite d'ailleurs pas à sa seule expression, mais se manifeste aussi en terme de revendications relatives à la décentralisation du pouvoir par les groupes

de Puno, qui ne possèdent d'ailleurs qu'un seul représentant au conseil d'administration. La reconnaissance du concept de travail solidaire est alors négociée entre les deux groupes pour en arriver éventuellement à une définition commune qui doit intégrer les particularismes régionaux où à l'imposition d'une vision par le groupe dominant. Dans le cas de CIAP, on en est encore aux débats sur le sujet.

Ce court exemple visait à montrer que le projet collectif n'est pas seulement le fruit d'une évolution historique, de documents officiels ou même de discours émis par quelques leaders nationaux présents sur diverses tribunes, mais plutôt le résultat des processus de diffusion et de traduction. Dans le cas présenté, nous avons pu remarquer que le travail des traducteurs est difficile, surtout dans un contexte de relations de pouvoir entre deux régions dont les membres questionnent la gestion nationale de l'organisation.

## **LES RELATIONS INTER-ORGANISATIONNELLES DANS LE CONTEXTE NATIONAL ET INTERNATIONAL**

Si CIAP a élaboré un projet situé dans un contexte bien particulier, dans le cadre de sa relation équitable normée par divers critères, élaborés principalement au Nord puis négociés entre partenaires, elle doit aussi entrer dans une dynamique relationnelle avec ses partenaires internationaux et nationaux.

### **Les relations entre partenaires dans l'espace transnational**

Dans le cadre de la relation entre partenaires transnationaux, un des médiateurs des critères du CE est l'IFAT, une organisation internationale à laquelle CIAP appartient et fait souvent référence dans sa définition du CE. Ainsi, ces critères constituent un élément de référence dans la construction du projet de chacun des membres, puisqu'ils établissent les bases d'un projet social et politique pour les organisations de CE. Ils portent sur l'organisation correcte et transparente du travail, l'engagement envers le CE, le respect de l'environnement et de la culture (IFAT, 2006). Ils ont aussi une importance réelle dans la construction du projet de CIAP qui essaie de s'y conformer afin d'établir un lien de

filiation à l'organisation, ce qui devient le référent dans la détermination de ce qui constitue une organisation de CE. Un leader national mentionne que CIAP met l'emphase sur l'aspect sociopolitique de son projet exprimé par la majorité de ces critères :

D'abord, nous nous sommes impliqués dans l'IFAT, mieux connue comme la meilleure organisation de commerce équitable au niveau mondial d'après les informations que nous avions reçues. (...) Nous avons vu qu'au niveau national CIAP est mieux connue non pour l'aspect commercial, mais pour le côté politique et social, parce que CIAP a mis des efforts dans le commerce équitable et les réseaux, c'est cela la différence [TL]

Un autre aspect de la relation transnationale entre partenaires de CE est lié à l'ambiguïté de la notion de renouvellement du partenariat que met de l'avant la définition internationale du CE élaborée par FINE<sup>7</sup> lorsqu'on parle de « partenariat commercial fondé sur le dialogue, la transparence et le respect ». Force est de constater certains éléments de relations de pouvoir entre les partenaires qui ont des implications directes dans la formulation de leurs projets respectifs. Par exemple, le CE est porteur d'asymétries systémiques, puisque les marchés sont limités au Nord et qu'il y a beaucoup de candidats au Sud qui souhaitent intégrer ces réseaux. Ainsi, il existe de fortes barrières à l'entrée et leurs gardiens sont les organisations déjà membres<sup>8</sup>. Cela fait en sorte que plusieurs organisations s'adonnent à une forme de « mimétisme de nécessité », c'est-à-dire à qu'ils font l'adéquation la plus complète possible entre leur projet et celui défini par l'IFAT afin d'y avoir accès et ce, même si leurs priorités diffèrent. Par exemple, CIAP exprime son projet collectif de façon différente selon qu'elle se situe en dialogue avec des partenaires de l'IFAT ou avec des membres de son organisation, un comportement stratégique par ailleurs. Toutefois, ces relations asymétriques ne déterminent pas le projet de CIAP de façon causale. Comme nous l'avons vu, cette

---

<sup>7</sup> FINE est une organisation de coordination internationale qui regroupe les quatre acteurs principaux du CE : l'IFAT, l'EFTA, NEWS! et FLO.

<sup>8</sup> Une illustration de ce phénomène est la procédure d'accréditation au sein de l'IFAT qui est basée sur les recommandations de deux organisations déjà membres (voir <http://www.ifat.org/whocanapply.shtml>)

dernière a développé un projet ancré dans le contexte péruvien et qu'elle reformule dans le cadre de ses relations avec l'IFAT et ses partenaires nationaux.

### **Une scène péruvienne de commerce équitable traversée par des tensions**

Les derniers éléments qui influent sur le projet de CIAP sont les processus de réappropriation du concept qui se fait dans le cadre de la mise sur pied d'un mouvement national de CE. Celui-ci comprend des acteurs organisés de diverses façons. Dans le domaine de l'artisanat, il y a trois types d'organisations : les ONG (Minka, Manos Amigas, Cosart, Cenca), les entreprises (Alpa) et les associations (CIAP) (GRESPI, 2002). La construction du mouvement est d'ailleurs marquée par des relations tendues entre eux. D'un côté, ils sont en compétition pour l'accès et la conservation des marchés équitables et doivent donc se différencier les unes des autres. Mais, au même moment, le CE se disant solidaire et étant vu comme un mouvement collectif, elles doivent aussi se coordonner pour assurer une diffusion et une représentation commune face aux instances publiques et aux organisations internationales.

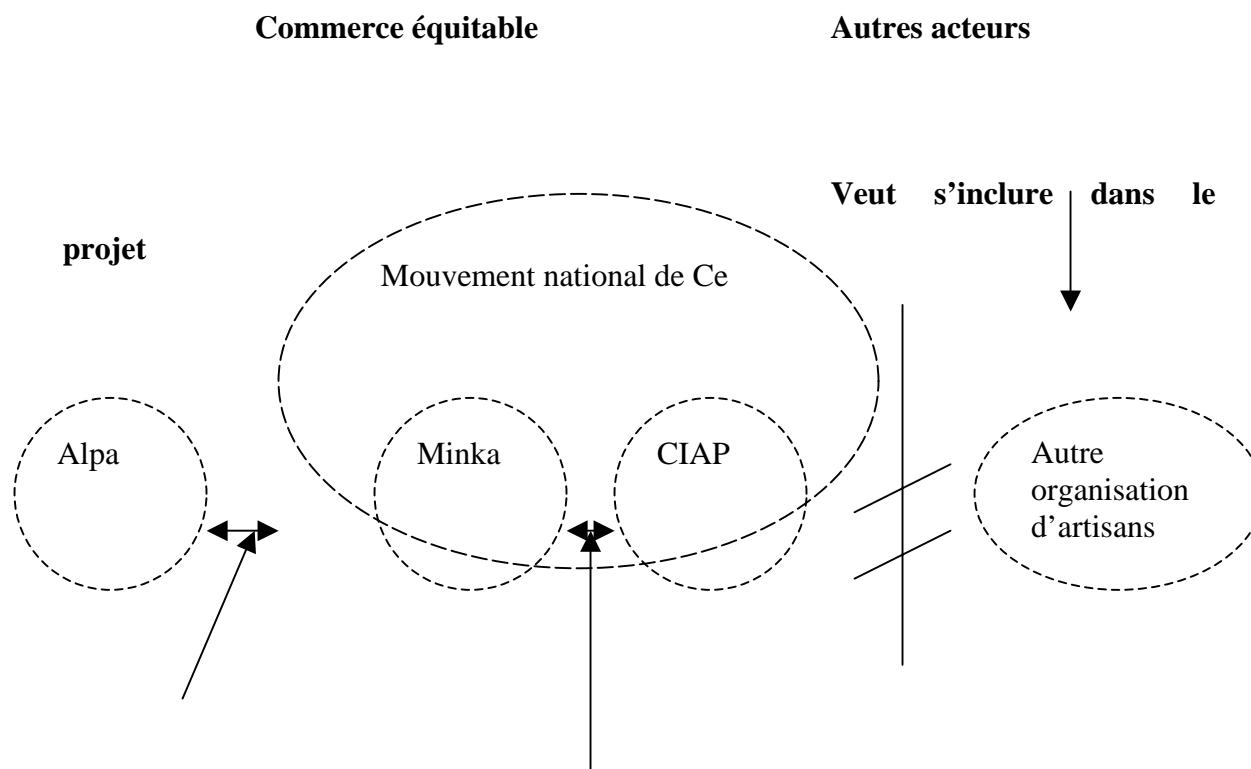
On peut noter certaines dynamiques de tension qui traversent le mouvement. D'abord, il existe actuellement quatre organisations membres de l'IFAT au Pérou et plusieurs autres veulent y entrer. Cette situation les amène à vouloir se distinguer en mettant de l'avant certains éléments particuliers de leur projet. Par exemple, CIAP affirme qu'elle est l'unique fédération associative, tandis que Minka mentionne qu'elle est seule à travailler avec des communautés paysannes plutôt qu'avec des associations privées. Toutefois, les quatre membres vont tous dans le même sens en condamnant les pratiques d'Allpa qui désire joindre l'IFAT. On lui reproche son statut d'entreprise, qui lui permet d'assurer une production de qualité, mais au détriment d'un projet collectif avec les artisans. Cette appartenance à l'IFAT, ou le désir de le faire, est un élément central des débats au sein de ce mouvement.

Puisque CIAP fait aussi face à une compétition économique accrue, elle doit alors exprimer ses positions publiquement en mettant de l'avant certains aspects de son projet

qui seraient originaux. Cet exercice se fait généralement par une différenciation explicite face aux « autres » :

Ce qui se passe? Plusieurs organisations qui sont du CE ne le sont pas vraiment en fait, c'est bien clair. Leur intérêt est seulement de commercialiser. (X), quand ils disent que leurs commandes ont augmenté à l'IFAT, ils ne parlent pas de plaidoyer qu'ils ne veulent pas faire. Par exemple, la marche pour faire connaître le CE le démontre. Mais pour CIAP ce n'est pas le cas, aucun autre groupe que CIAP ne peut le faire, j'en suis sûr. [TL]

Si on schématisait ce processus, la construction du mouvement de CE et du projet de CIAP se font par des dynamiques d'élaboration de frontières qui restent toujours temporaires et poreuses (les pointillés) :



**Définit par différenciation**



**Veut dessiner cette frontière** **Définit projet en commun** **Qui dessine cette frontière?**  
**(collaboration et conflit)**

Cette question de la frontière est récurrente chez CIAP et dans les instances de coordination qui cherchent, elles aussi, à définir le mouvement national. La véritable interrogation est alors de savoir qui est le juge définissant le CE? Celle-ci traverse d'ailleurs le mouvement international du CE, surtout depuis que les États et les entreprises s'y sont récemment intéressés plus fortement. Les organisations se voient alors incitées à préciser les critères d'appartenance, tel que le fait CIAP en disant que le CE ne se limite pas à une seule volonté de commercialiser en plus grande quantité, mais aussi d'organiser collectivement les artisans et de promouvoir un projet politique plus vaste de défense de la culture andine.

### **Le désir de coordination et la réappropriation du concept : vers un commerce équitable localisé ?**

Si cette volonté de différenciation a provoqué un exercice d'introspection organisationnelle et de précisions du projet de CIAP, il a aussi favorisé une ouverture vers des réseaux plus vastes. On l'observe à la réappropriation puis à la transformation de la conception du CE, qui s'expriment généralement dans les instances internationales en terme de relations Sud-Nord. Dans le contexte péruvien, cette vision fut amplifiée par le mouvement national pour y inclure la notion d'un CE local, inscrit dans l'économie solidaire de façon plus large. Si auparavant nous avons présenté les traducteurs individuels qui agissent au sein de l'organisation, nous verrons ici l'importance d'un traducteur collectif, le GRESP, une organisation qui fait le médiateur entre le projet de CIAP et une vision plus vaste du CE :

Nous avons vu qu'il y a plusieurs organisations et personnes qui sont intéressées par le commerce équitable et nous devons nous mettre en relation avec eux. La dernière initiative fut avec le GRESP. Ils ont apporté l'économie solidaire qui est plus ample que le commerce équitable et aujourd'hui nous sommes membres de la direction [TL]

La mise sur pied du GRESP est liée au contexte de l'apparition de divers réseaux qui désiraient agir en marge de la Rencontre Internationale sur l'Économie Solidaire de Lima en 1997. Tel que mentionné dans son document de présentation, il s'est constitué à ce moment afin de regrouper les organisations pratiquant l'économie solidaire au Pérou pour construire un « courant de l'économie solidaire ». CIAP a d'ailleurs été identifiée comme l'organisation artisanale de CE la plus intéressante et ils furent invités à participer au conseil de direction dès le départ. Afin d'illustrer le rôle de traducteur qu'a joué le GRESP, nous présenterons le processus de réappropriation du concept de CE vers une vision plus axée sur le développement local, ce qui s'est fait par la constitution du réseau national de CE et par la participation au Forum Social de Porto Alegre.

Dans le contexte de la constitution du réseau national de CE, les acteurs qui ont participé au processus –pas tous- ont mis de l'avant une définition du CE assez « standard », en faisant référence aux déséquilibres commerciaux internationaux. Toutefois, ils ont aussi avancé des éléments plus originaux de localisation des pratiques par des acteurs nationaux :

Au cours des dernières années, se sont joints à ce mouvement quelques initiatives économiques qui cherchent à développer le marché local du commerce équitable, par l'implantation de “boutiques solidaires” et de foires diverses impulsées par les groupes locaux (Grupos de Iniciativa de economía solidaria -GIES) situés dans divers lieux du pays et regroupés au sein du GRESP [TL] (Collectif : 2004).

Cette perspective de CE localisé est aussi présente dans les débats internationaux, mais la définition qu'a mise de l'avant le réseau péruvien est différente de celle reconnue au sein des organisations internationales. Pour FINE, le CE est axé sur les relations commerciales internationales, alors que le mouvement péruvien met plutôt l'accent sur l'idée générale de circuits de commercialisation, qu'ils soient internationaux ou locaux :

Le commerce équitable est le réseau qui articule la production/distribution/consommation orientée vers un développement solidaire et soutenable, qui bénéficie principalement aux producteurs exclus ou en situation désavantageuse, en impulsant de meilleures conditions économiques, sociales, politiques, culturelles, environnementales et éthiques dans ce processus (prix juste pour tous les producteurs, éducation pour les consommateurs, développement humain pour tous et toutes) [TL] (Collectif : 2005a)

Cette vision amplifiée du CE n'a toutefois pas émergée lors de cette seule tentative de regroupement des acteurs péruviens. En effet, il avait aussi été discuté dans le cadre du FSM de Porto Alegre auquel a participé le GRESP : « Le commerce équitable doit se joindre au développement des territoires pour cesser d'être seulement une niche marchande et devenir une pratique quotidienne dans tous les espaces de jour en jour » (Collectif : 2005b).

Cette idée de CE local, qui a été développée par le travail de médiation du GRESP au sein du FSM de Porto Alegre et lors de la création du réseau national de CE, n'a pas eu que des effets discursifs ou conceptuels pour CIAP, mais aussi des implications concrètes dans la mise sur pied de nouveaux projets. Par exemple, CIAP a récemment ouvert une boutique de CE à Puno<sup>9</sup>, qui sert aussi de bureau pour les groupes locaux. L'organisation travaille d'ailleurs à la création de d'autres boutiques au Pérou (à Cusco et Lima, entre

---

<sup>9</sup> Il est à noter par contre que cette première boutique s'adresse surtout aux touristes étrangers plutôt qu'aux consommateurs locaux. Toutefois, CIAP a mis dans son plan d'action annuel la multiplication de telles boutiques qui pourraient éventuellement toucher les consommateurs nationaux.

autres) et en a fait l'une de ses priorités pour les prochaines années qu'elle développera en collaboration avec les groupes locaux du GRESP. Ainsi, on peut voir que CIAP, par ses actions au sein du GRESP et dans le réseau national de CE, a graduellement transformé sa vision du concept pour l'ancrer dans une perspective plus large incluant le local et qui va au-delà de la définition commune des réseaux internationaux. C'est par un travail de médiation des leaders de CIAP et du GRESP que le CE a été redéfini puis adapté à la réalité de l'organisation et de la situation au Pérou.

### **Les représentations et l'esthétique politique des mouvement sociaux transnationaux**

Comme je l'avais mentionné au début, une des questions récurrentes des mouvements sociaux qui agissent dans un espace transnational est celle de la représentation : instrumentalise-t-on ceux au nom de qui on parle? Dans le cas du CE, elle se formule ainsi : Faisons-nous face à une relation asymétrique qui détermine les relations entre partenaires ou à une dynamique de négociation qui permet la construction collective d'un projet commun? J'avais mentionné que l'objectif n'était pas de répondre à cette interrogation, mais plutôt de proposer une manière d'aborder l'étude des organisations et des partenaires qui permette de plonger dans ces dynamiques, qui sont toutes deux présentes. J'ai présenté le cas d'une organisation de producteurs au Pérou en suivant la construction de leur projet au sein des processus organisationnels, mais aussi dans les relations inter organisationnelles à la fois nationales et transnationales. D'autres perspectives auraient pu être prises, comme étudier une relation particulière entre CIAP et un de ses partenaires.

Cette approche, qui conçoit le projet collectif comme un processus de négociation plutôt qu'un élément fixé par l'organisation ou le mouvement, peut se concevoir en termes d'esthétique de la représentation, donc dans une approche politique des phénomènes organisationnels :

Donc (...) le principe directeur est l'affirmation qu'il n'y pas coïncidence, que le mot représentation peut référer à la fois à des représentations

politiques ou esthétiques. Ce principe est utiliser pour soutenir l'autonomie relative de la représentation (l'État) en regard du représenté (l'électorat) et le fossé esthétique insurmontable qui sépare les deux. Le pouvoir légitime tient son origine dans cette distance et signifie donc que la nature du pouvoir politique est essentiellement esthétique [TL] (Ankersmith, 1996 : 18)

Si cette approche esthétique s'applique à la politique dans son sens restreint, il peut aussi être pertinent au sein des mouvement sociaux et des organisations qui se structurent autour de la représentation des membres et des membres dans la prise de décision collective. Par cette approche esthétique, on peut alors plonger dans cette distance entre le signifiant et le signifié puisque, comme le mentionne Adorno ( 1997 : 149), nier cette non identité constitue un exercice idéologique plutôt qu'une volonté de compréhension :

La supposition de l'identité est le moment idéologique de la pensée pure jusqu'à la logique formelle; mais, cache dans cela, est aussi le moment de vérité de l'idéologie qui avance qu'il ne devrait pas y avoir de contradiction ou d'antagonismes [TL] (dans Eagleton, 1990 : 344)

Ainsi, même dans le cadre de relations dites solidaires, il est plus intéressant d'étudier les antagonismes et les dissonances plutôt que de supposer une harmonie trompeuse ou de porter un jugement sur la distance entre représentants et représentés par une comparaison des discours et des pratiques, des éléments que connaissent très bien les militants des organisations de toute façon. J'ai proposé une façon d'aborder cette question par les concepts de traduction qui amènent à produire une cartographie de la construction du projet permettant la compréhension des processus, toujours partielle, plutôt que de revendiquer une optique explicative illusoire. Comme CIAP commence à l'expérimenter avec un de ses partenaires, voulant mettre en place un monitoring croisé plus participatif et basé sur des projets endogènes réciproques, la notion de partenariat ne peut passer que par une meilleure connaissance des réalités de chacun des partenaires qui permette ensuite d'engager un dialogue. C'est pourquoi je crois que d'autres recherches sur la

relations entre partenaires devraient porter sur le contenu de la forme de la représentation et les stratégies conséquentes.

## Bibliographie

- ALGER, C. (1996). «Transnational social movements, world politics, and global governance», in CHATFIELD, Charles, PAGNUCCO, Ron et Jackie SMITH (eds.), *Solidarity beyond the state : the dynamic of transnational social movements*, Syracuse University Press, New-York : 243-259.
- ANKERSMIT, F.R. (1996). *Aesthetics Politics : Political Philosophy Beyond Fact and Value*, Stanford, California, Stanford University Press.
- APPADURAÏ, Arjun. (1996). *Après le colonialisme : Les conséquences culturelles de la globalisation*, Paris, Payot
- BECK, Ulrich. (2000). *What is globalization?*, Cambridge, Polity Press.
- BLEIKER, R. (2001). “ The aesthetical turn in international political theory”, *Millenium : Journal of international studies*, 2001, 30, 31 : 509-533.
- CASTELLS, M. (2000). *The rise of the network society (vol. 1)*, Oxford, Blackwell publishers.
- COLLECTIF. (2004). *Primer foro nacional de comercio justo y consumo ético*, 28-29 de octubre 2004.
- COLLECTIF. (2005). *1ra. Asamblea nacional de la red de comercio justo*, 15 de abril 2005.
- COLLECTIF. (2005b). *Confluencia de propuestas de economía solidaria*, V foros social mundial, 25-31 enero 2005

CUNNINGHAM H., 2000, «The Ethnography of Transnational Social Activism : Understanding the Global as Local Practice», *American Ethnologist*, 26, 3 : 583-604.

DAHAN KALEV, H. (2004). “Cultural Rights or Human Rights: The Case of Female Genital Mutilation”, *Sex roles*, 51, 5-6 : 339 - 348

EAGLETON, T. (1990). *The Ideology of the Aesthetics*, Cambridge, Blackwell.

FISHER, W., 1997, «Doing Good? The Politics and Antipolitics of NGO Practices», *Annual Review of Anthropology*, 26 : 439-464.

GLASSMAN, J., 2001, «From Seattle (and Ubon) to Bangkok : the Scales of Resistance to Corporate Globalization», *Environment and planning D : Society and spaces*, 19 : 513-533.

HALL, R. (1993). *Organizaciones : Estructuras, procesos y resultados*, 6ième édition, México, Prentice Hall.

HANNERZ, U. (2002). «Notes on the global ecumene», in INDA, Jonathan Xavier et Renato Rosaldo. *The anthropology of globalization : a Reader*, Oxford, Blackwell Publisher : 37-45.

HARVEY, D. (1989). *The condition of postmodernity : an enquiry into the origins of cultural change*, Oxford, Blackwell.

JIMÉNEZ, E. (2005). *Chungui : violencia y trazos de memoria*, Lima, Comisedh.

KECK M. E. et K. SIKKINK. (1998) *Activists Beyond Borders: Advocacy Networks in International Politics*, Cornell, Cornel University Press.

KEARNEY, M. (1995). «The local and the global : The anthropology of globalization and transnationalism», *Annual review of anthropology*, 24 : 547-565.

LATOUR, B. (2005). *Reassembling the social. An introduction to Actor-Network-Theory*, Oxford, Oxford University Press.

LEWIS D., 2002, «Organization Management in the Third Sector : Toward a Cross-Cultural Research Agenda», *Nonprofits Management & Leadership*, 13, 1 : 67-83.

LEWIS D. et al., 2003, « Practice, Power and Meaning : Frameworks for Studying Organizational Culture in Multi-Agency Rural Development Projects », *Journal of International Development*, 15 : 541-557.

MERRY, S. (2006). “Transnational human rights and local activism : mapping the middle”, *American Anthropologist*, 108, 1 : 38-51.

MILFORD, A. (2004). *Coffee, co-operative and competition : the impact of fair trade*, Michelsen Institute, Development studies and human rights.

PONCELET, M. (Dir.). (2005). *Un commerce équitable et durable entre Marchés et Solidarité : diagnostic et perspectives. Rapport résumé*, Belgique, Université de Liège.

RENNER, M. (1998). *Measuring the effects of alternative agricultural methods and fair trade practices on the development of producers groups and their members in Northern Thailand*, Mémoire de maîtrise, University of Alberta.

RIBEIRO G. L. (1998). «Cybercultural Politics : Political Activism at a Distance in a Transnational World», in ESCOBAR A., ALVAREZ, S. E. et E. DANIGNO. *Culture of Politics. Politics of Culture : Re-visioning Latin American Social Movements*. Boulder, Westview Press : 325-352

ROBERTS B., 2000, «NGO Leadership, Success, and Growth in Senegal : Lessons from Ground Level», *Urban Anthropology*, 29, 2 : 143-179

ROBERTSON, R. (1992). *Globalization : Social theory and global culture*, London, Sage Publication.

RONCHI, L. (2002). *The impact of fair trade on producers organizations : a case study with Coocafé in Costa Rica*, PRUS working paper No.11.

ROUTLEDGE, P. (2000). «Our resistance will be as transnational as capital : Convergence space and strategy in globalising resistance», *GeoJournal*, 52 : 25-33.

SANDOVAL, P. (2000). “Los rostros cambiantes de la ciudad : cultura urbana y antropología en el Perú”, in DEGREGORI, C.I. (Ed.). *No hay país mas diverso : compendio de antropología peruana*, Lima, IEP : 278-319.

TARROW, S. (2005). *The new transnational activism*, Cambridge, Cambridge University Press.

THAYER, M. (2001). “Transnational Feminism: Reading Joan Scott in the Brazilian *Sertão*”, *Ethnography*, 2, 2, June : 243-271

THEIDOM, K. (2004) *Entre próximos : el conflicto armado interno y la política de la reconciliación en el Perú*, IEP, Lima.